

Table

# défense nationale

## et sécurité collective

ACTUALISATION ET RENOUVELLEMENT DE LA PENSÉE STRATÉGIQUE

### RWANDA

La normalisation  
et la vérité

Bernard KOUCHNER

*Turquoise, une opération nécessaire,  
une mission délicate*

Jean-Claude LAFOURCADE



### Guerre et transformation

Général d'armée Jean-Louis GEORGELIN

*Chef d'état-major des armées*

### La surprise stratégique

CHEM

[www.defnat.com](http://www.defnat.com)



revue mensuelle

mars 2008

11 €



# La normalisation et la vérité

Bernard KOUCHNER

Si la France a probablement commis au Rwanda des erreurs politiques, si elle s'est longtemps trompée sur la nature et les causes de la crise, elle n'a en rien participé au génocide des Tutsis. Mais les accusations portées contre nous et contre notre armée sont trop graves : il nous faut donc faire toute la lumière sur le drame rwandais afin de renouer avec ce pays des relations normales, fondées sur la confiance. C'est ce à quoi travaille le gouvernement.

En décidant, dès ma prise de fonction et en accord avec le président de la République, de renouer avec le Rwanda des relations diplomatiques normales, je savais que je m'engageais dans une voie dangereuse et nécessaire. Aussi difficile soit-elle humainement, aussi complexe soit-elle politiquement, aussi périlleuse soit-elle juridiquement, cette décision me semblait indispensable. Je l'ai prise en connaissant ce pays, en connaissant notre histoire commune et en connaissant surtout les drames que nous avons traversés.

Pour parler de la France et du Rwanda, il faudrait sans doute remonter à Fachoda, aux luttes secrètes ou affichées entre puissances coloniales, à une vision de l'Afrique à la fois lointaine et fantasmée, où il était aisé de méconnaître la réalité des hommes et des douleurs, où les crimes étaient soi-disant des coutumes, les peuples des entités insaisissables ou abstraites, le sentiment d'humanité un luxe pour utopistes égarés. C'est du moins ainsi que certains ont cru ramener le drame rwandais à une question tribale, et que d'autres refusent encore d'en reconnaître la triste réalité.

Seulement, il y a eu les centaines de milliers de morts Tutsis et Hutus modérés, il y a eu ces bouillies de crânes sur lesquelles nous avons marché, il y a eu un génocide tellement semblable aux nôtres et tellement différent aussi, et il y a maintenant des soupçons aussi graves qu'insupportables pesant sur nous, sur notre armée, sur nos soldats.

Le Rwanda, c'était l'un des points névralgiques de notre politique africaine. À l'écart de la sphère d'influence traditionnelle de la France, c'était autant un bastion francophone à défendre qu'une avancée à consolider. C'était surtout, dans les années 70 et 80, un régime allié, celui du président Habyarimana, né d'un coup d'État, que nous avons pourtant soutenu avec vigueur et détermination. Il y aurait beaucoup à dire du soutien à un homme qui, à ses débuts, paraissait bien inspiré, beaucoup à dire de l'idéologie des Hutus au pouvoir. Nous le savons aujourd'hui : à l'heure où la France s'honorait, après le discours de François Mitterrand à La Baule, de faire de la démocratie la pierre angulaire de sa politique d'aide au développement en Afrique, le régime rwandais entretenait une idéologie raciste d'une extrême violence et se rendait déjà coupable d'insupportables *pogroms*. De ce soutien, la politique française doit être comptable, au moins par omission. Depuis 1970, une série d'approximations, d'inadvertances et d'erreurs d'analyse fondèrent une politique inégalitaire et négligèrent la réalité humaine des problèmes, à l'aune de cette phrase prononcée par un très haut responsable : « Au Rwanda, c'est la lutte des serfs contre les seigneurs ». Malgré ce déséquilibre, les efforts déployés par notre pays en faveur d'un règlement politique, en particulier le soutien de la diplomatie française aux accords d'Arusha, doivent être soulignés.

Dans ce pays, ils furent rares ceux qui virent que l'idéologie du *Hutu power* préparait déjà, dans l'ombre, les horreurs qui allaient suivre. Depuis longtemps, les rapports sociaux au sein du pays avaient été « ethnicisés ». Depuis longtemps les journaux officiels traitaient les Tutsis de « cafards », depuis longtemps l'ignoble radio « Mille collines » appelait à une solution finale. Mais la France n'a pas su, ou pas voulu, voir tout cela venir. La France, par le jeu d'accord de défense datant de 1975, s'est portée au secours de son allié menacé par le Front patriotique rwandais (FPR) des Tutsis chassés de leur pays depuis 1959, 1963, voire 1967 et réfugiés en Ouganda et au Burundi. Dès le début des années 90, les soldats français ont ainsi été embarqués au Rwanda dans des opérations de maintien de la paix, aux limites de l'engagement militaire. C'était l'opération *Noroît*, dont le succès portait en lui les complications à venir : la France se trouvait de plus en plus engagée dans une poudrière, sans anticipation possible sur les aboutissements. Ne faisons pas pour autant de révisionnisme : *Noroît* fut une opération loyale, justifiée par des traités, dont le

principal malheur est d'avoir été menée avec talent et courage, rendant les forces françaises indispensables à l'équilibre précaire de la région.

Les choses, ensuite, devinrent plus complexes.

Je ne sais pas qui a commandité l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du président Habyarimana. L'enquête judiciaire nous le dira. Mais je ne crois pas, au contraire de l'excellent juge Jean-Louis Bruguière, que Paul Kagamé et les troupes du FPR aient sciemment décidé d'allumer l'étincelle qui embraserait le pays. Je ne peux pas cautionner cette vision simpliste et infamante qui fait des Tutsis les responsables de leur propre malheur, pas plus que je ne peux supporter d'entendre certains défendre la thèse d'un double génocide Tutsi et Hutu. Je sais que les ingrédients du drame étaient réunis depuis longtemps. J'ai entendu les responsables des Forces armées rwandaises (FAR) entre-temps emprisonnés me dire que, s'ils en ignoraient la date, ils savaient depuis longtemps que tout cela finirait par arriver. Et j'ai vu au Rwanda la réalité d'un génocide. J'y étais, encouragé par le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, avec Gérard Larôme de la cellule d'urgence du Quai d'Orsay. J'étais chargé de convaincre Paul Kagamé du bien-fondé de l'opération *Turquoise*. Je le pensais et je le fis. Je ne tiens ni Édouard Balladur, ni Alain Juppé, ni Hubert Védrine pour responsables de ce qui s'ensuivit. Leur bonne volonté était entière. Les erreurs d'analyse venaient de plus loin.

J'ai vu ces colonnes d'hommes armés de machettes revenir de l'indicible. J'ai cheminé dans des boues de sang, j'ai glissé, dans des écoles élémentaires, sur des ossements que quelques morceaux de tissus colorés retenaient encore ensemble ; j'ai vu les cadavres que charriaient les rivières et je connais quelques-unes des innombrables fosses communes qui scandent désormais ces horizons de collines et de marais. De retour du Rwanda, je me suis tenu pendant plus de cinq ans. Je ne pouvais pas raconter ce que j'avais vu. Et rares étaient ceux qui auraient voulu l'entendre.

Comme les soldats de l'opération *Turquoise* empêtrés dans un drame dont ils ne contrôlaient pas davantage les tenants qu'ils ne mesuraient les aboutissants, j'ai compris au Rwanda ce qu'avaient dû ressentir ceux qui en 1945 ont libéré Auschwitz. Et comme eux, j'ai réclamé la vérité, une vérité qui ne soit ni un règlement de comptes

politique, ni une absolution à bon compte de tel ou tel criminel, supposé ou avéré.

Depuis que les exactions sont terminées, cette question empoisonne la relation franco-rwandaise. Depuis que les massacres ont cessé, des accusations graves ont été portées sur notre politique au Rwanda entre 1990 et 1994. Ces accusations visent essentiellement la coopération militaire que nous avons entretenue avec le gouvernement du président Habyarimana pendant cette période, d'aucuns allant même jusqu'à accuser les forces françaises sur place d'avoir participé à l'entraînement des milices génocidaires, ainsi que sur notre initiative de lancer l'opération humanitaire *Turquoise*.

Face à de telles allégations, il faut d'abord en revenir aux faits. Souvenons-nous qu'au printemps 1994, l'inertie et la passivité de la communauté internationale, traumatisée par le *fiasco* somalien, étaient totales. La *Minuar*, sous-équipée, était laissée à elle-même. La France et la Belgique procédaient tant bien que mal à l'évacuation de leurs ressortissants, des étrangers, de la famille et des proches du président Habyarimana, mais étaient obligées d'abandonner certains de leurs collaborateurs Tutsis. Cela, c'est la réalité qu'a vécue l'armée française, elle qui fit tout son possible pour limiter des dégâts qu'elle ne pouvait que constater.

Rappelons-nous enfin que c'est grâce au gouvernement français de l'époque qu'a pu être trouvé le consensus international — une résolution de l'ONU — préalable au lancement de *Turquoise*. Cette opération, je le répète, a été engagée sur injonction du Conseil de sécurité des Nations unies. Elle a été acceptée par Paul Kagamé que, je le répète sincèrement, j'ai personnellement convaincu. Et elle a d'abord permis de sauver des milliers de vies, même si elle a sans doute facilité la fuite de certains génocidaires qui quittèrent le territoire rwandais, brouillant hélas la lecture des événements.

Les interrogations vont plus loin, et nous ne pouvons les ignorer. Il en va de notre honneur, il en va de notre honnêteté vis-à-vis des victimes rwandaises, et il en va de notre présence future dans la région des Grands lacs et, au-delà, en Afrique. C'est pourquoi la France n'est pas restée sourde à ces accusations et a voulu comprendre : c'était l'objet de la mission d'information parlementaire présidée par M. Paul Quilès, qui, pendant neuf mois d'enquête approfondie menée dès 1998, a procédé, documents et correspondances officiels de l'époque

à l'appui, à une analyse serrée des relations franco-rwandaïses <sup>(1)</sup>. Cette commission a rendu des conclusions publiques qui soulignent l'absence de responsabilité directe et unique de la France. Si la mission porte un regard critique sur ce qu'elle qualifie elle-même « d'erreurs d'appréciation » dans notre politique, et notamment une « coopération militaire trop engagée » et une « sous-estimation du caractère autoritaire, ethnique et raciste du régime rwandais », elle souligne sans ambiguïté les limites de cette coopération. Face à la montée de la violence et des massacres, la France et ses soldats n'ont en aucune manière incité, encouragé, aidé ou soutenu ceux qui ont orchestré le génocide et l'ont déclenché dans les jours qui ont suivi l'attentat.

Pour avoir côtoyé sur place les forces françaises, je peux en attester : la France a certainement commis sur de longues années des erreurs politiques, fondées sur des interprétations fausses, mais il serait odieux et inacceptable de penser qu'elle ait pu être coupable de crimes ou de complicité de crimes de génocide. C'est un point sur lequel je ne transigerai pas. Notre rapprochement avec le Rwanda ne se fera pas au détriment de l'honneur de l'armée française, au détriment de la vérité historique.

La question aujourd'hui n'est plus là. La normalisation des relations avec le Rwanda est une nécessité. L'absence de relations diplomatiques entre deux États est et doit demeurer une exception consacrant une situation d'hostilité extrême. C'est pourquoi, malgré leurs inévitables difficultés, les négociations en cours pour le rétablissement des relations diplomatiques avec le Rwanda n'équivalent aucunement à une caution apportée au régime rwandais, mais à une simple reconnaissance de l'État rwandais, conformément au droit international. Nous devons en être conscients : le *statu quo* est préjudiciable à nos deux pays.

Si nous voulons que la vérité triomphe, il nous faut en outre aller au bout de la démarche. L'absence de canal officiel de dialogue fait précisément obstacle à toute discussion approfondie sur nos éventuels différends, alors même que le Rwanda a accompli des efforts importants pour surmonter le traumatisme du génocide et s'engager dans la voie de la réconciliation. Dans les années qui suivirent le génocide, des dizaines de milliers de prisonniers, de suspects de

---

(1) NDLR. Rapport 1271 du 15 décembre 1998 ([www.assemblee-nationale.fr/dossiers/rwanda](http://www.assemblee-nationale.fr/dossiers/rwanda)) ; voir la chronologie extraite qui suit cet article.

crimes de masse ont été libérés et le gouvernement rwandais a récemment aboli la peine de mort. Soulignons-le.

Et puis le Rwanda, lancé dans un développement économique et social vigoureux, est un acteur-clé dans la stabilisation de la région des Grands lacs. Il est en particulier incontournable à l'Est de la République démocratique du Congo.

Enfin, le Rwanda joue un rôle majeur dans la crise du Darfour, où il déploie un important contingent dans le cadre de la force de maintien de la paix de l'Union africaine.

C'est pour avancer sur tous ces dossiers que nous avons entrepris de renouer le dialogue avec les autorités rwandaises, et cette volonté a reçu un accueil favorable de leur part. C'est ainsi qu'une mission du ministère des Affaires étrangères et européennes s'est rendue à Kigali en septembre 2007 afin d'étudier, avec les autorités rwandaises, les perspectives d'une reprise des relations diplomatiques, dans un cadre et selon des modalités qui préservent l'intérêt commun de nos deux pays. C'est ainsi que la justice française coopère désormais activement avec le Tribunal pénal international sur le Rwanda, dont le rôle est déterminant pour que toute la lumière soit faite sur le génocide. Nous avons arrêté certains suspects, nous le ferons encore.

Et c'est ainsi surtout que le président de la République s'est entretenu à Lisbonne avec son homologue rwandais Paul Kagamé, promettant de rétablir bientôt un dialogue normal entre nos deux pays. Soyons-en convaincus : ce dialogue seul nous permettra demain d'avoir avec le Rwanda une lecture commune et apaisée de cette période pénible.

C'est dans cet esprit que je suis allé au Rwanda au mois de janvier et que j'entends poursuivre mes efforts pour faire cesser cette anomalie dans les rapports de confiance que nous entretenons avec tous les pays africains, que l'on appelle cela une politique nouvelle, une juste approche ou une rupture, peu importe. La France doit continuer d'être écoutée et respectée sur l'ensemble du continent, sans exception. Et parler avec tous, obstinément, sans craindre les rebuffades, tout en se gardant de l'inacceptable.

**Bernard KOUCHNER**

*Ministre des Affaires étrangères et européennes*